

**PROJET DE DÉLIBÉRATION 2021 22 –
Bilan d'activité 2019 et 2020 de la Commission consultative des Services publics
Locaux (CCSPL)**

Séance du Comité syndical du 23 septembre 2021

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, prévoit la création dans les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux (CCSPL).

Ce même article prévoit que le Président de la CCSPL présente à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette Commission au cours de l'année précédente.

Le bilan d'activité 2019 et 2020 indique une réunion :

- ⇒ Pour approuver le bilan d'activité de la CCSPL de 2018
- ⇒ Pour examiner le rapport annuel 2018 du délégataire sur proposition d'un rapport de la Présidente.
- ⇒ Pour examiner le bilan d'activité 2018 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

En 2020, en raison du renouvellement général des représentants élus des communes et intercommunalités adhérentes au Syndicat et du contexte particulier de crise sanitaire ayant contraint à décaler le renouvellement des associations membres, la commission consultative des services publics locaux n'a pas pu se réunir.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte du bilan d'activité 2018 de la Commission Consultative des Services publics Locaux.

Le Président

**PROJET DE DÉLIBÉRATION 2021 22 –
Bilan d'activité 2019 et 2020 de la Commission consultative des Services publics
Locaux (CCSPL)**

Séance du Comité syndical du 23 septembre 2021

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 1413-1 ;

Vu le bilan d'activité 2019 et 2020 de la CCSPL annexé à la présente délibération ;

Considérant que le Président de la CCSPL doit présenter à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

PREND ACTE du bilan d'activité 2019 et 2020 de la Commission Consultative des Services publics locaux.

Le Président,

ANNEXE

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

BILAN D'ACTIVITÉ 2019 et 2020

PROJET DE DELIBERATION

1) PREAMBULE

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par l'article 5-1 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, prévoit la création dans les régions, les départements, les communes de plus de 10 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services publics Locaux. Cet article a été modifié par la loi n° 2006-1772 du 30 novembre 2006, article 58, en vigueur au 1^{er} janvier 2008, indiquant que « le Président de la Commission Consultative des Services publics Locaux présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. »

Par délibération n° 2009 010 du 24 septembre 2009, le Syndicat a mis en place une Commission Consultative des Services Publics Locaux, dénommée CCSPL, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Sous la mandature 2014-2020, par délibérations n°2014 021 du 10 juillet 2014, 2015 29 du 9 novembre 2015, 2016 19 du 13 juillet 2016, et 2017 100 du 12 octobre 2017 les membres de la Commission Consultative des Services publics Locaux, ont été désignés :

TITULAIRES

- 1 – Yann WEHRLING
- 2 – Christophe NAJDOVSKI
- 3 – Thierry-Michel ISOARD
- 4 – Jean-Luc MILLARD
- 5 – Patrice PATTÉE

SUPPLEANTS

- 1 – Samuel BESNARD
- 2 – Christophe BERNIER
- 3 – Geneviève GAILLABAUD
- 4 – Philippe LEBEAU
- 5 – Bruno HELIN

5 membres représentants d'associations locales :

- Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT)
- Union Fédérale des Consommateurs – Que choisir Ile de France
- Union des Transports Publics et Ferroviaires (UTP)
- Association pour le développement de la mobilité électrique (AVERE)
- Confédération du Logement et du Cadre de Vie

Les membres de la CCSPL se sont réunis le 12 juillet 2019 sous la présidence de Catherine Baratti-Elbaz, présidente du Syndicat en fonction.

Par délibération n°2021 18 du 27 mai 2021, suite au renouvellement général des élus représentant les communes et intercommunalités adhérentes au Syndicat, les membres de la Commission Consultative des Services publics Locaux, ont été désignés, avec M. Sylvain RAIFAUD, Président de droit de la CCSPL, en tant que nouveau Président du Syndicat :

TITULAIRES

- 1 – Patrick OLLIER
- 2 – François VAUGLIN
- 3 – Patrice PATTEE
- 4 – Geneviève GAILLABAUD
- 5 – Christophe BERNIER

SUPPLEANTS

- 1 – Christophe PIERCY
- 2 – Samuel BESNARD
- 3 – Bertrand-Pierre GALEY
- 4 – Marie-Hélène MAGNE
- 5 – Frédéric SITBON

6 membres représentants d'associations locales :

- Mieux se déplacer à bicyclette (MDB),
- Paris en Selle
- Collectif Vélo Ile-de-France
- UFC- Que choisir Ile de France
- Association des Usagers des Transports (AUT-FNAUT Ile de France)
- Union des transports publics (UTP)
-

2) FONCTIONNEMENT ET ROLE DE LA COMMISSION

Cette commission doit être consultée sur tout projet de création de service public, en délégation de service public ou en régie, à condition que celle-ci soit dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qu'il s'agisse de services publics industriels et commerciaux ou de services publics administratifs.

Les compétences de la Commission sont de deux ordres :

⇒ La Commission examine annuellement, sur rapport de son président :

- le rapport établi par le délégataire (article L. 1411-3 du CGCT) ;
- le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat (article L. 1414-14 du CGCT).

⇒ La Commission est consultée pour avis sur :

- tout projet de délégation de service public (article L. 1411-4 du CGCT) ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- tout projet de partenariat (article L. 1414-2 du CGCT).

A la majorité de ses membres, la commission, peut délibérer sur toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

3) TRAVAIL DE LA COMMISSION

En 2019, la Commission Consultative des Services publics Locaux s'est réunie le 2 juillet 2019.

Lors de cette séance, la commission :

- ⇒ a approuvé le procès-verbal de la CCSPL du 27 novembre 2018.
- ⇒ a approuvé le bilan d'activité de la CCSPL de 2018
- ⇒ a examiné le rapport annuel 2018 du délégataire sur proposition d'un rapport de la Présidente et une présentation détaillée du rapport a été réalisée.

La Commission a émis un avis favorable.

- ⇒ a examiné le bilan d'activité 2018 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

La Commission a émis un avis favorable.

Compte tenu du renouvellement général des représentants élus des communes et intercommunalités adhérentes au Syndicat et du contexte particulier de crise sanitaire ayant contraint à décaler le renouvellement des associations membres, la commission consultative des services publics locaux n'a pas pu se réunir en 2020.